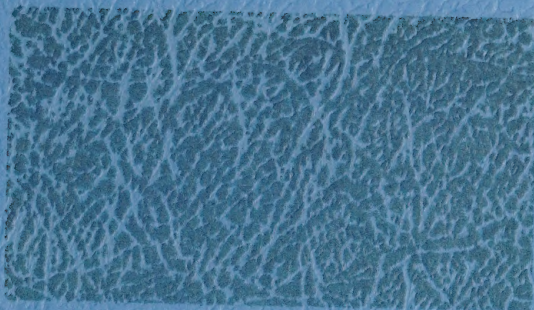


CA1
-1987
A13F





Gouvernement
du Canada

Government
of Canada


Gouvernement
Publication

CAI
-1987
A13F

Mesures énoncées dans
la réponse du gouvernement
au Rapport du
Comité permanent sur l'accès à l'information
et la protection des renseignements personnels

octobre 1987

Canada



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115513905>

RÉSUMÉ

Le gouvernement fédéral a annoncé les mesures qu'il prendra pour contrôler l'utilisation du numéro d'assurance sociale (NAS) et pour s'assurer que les renseignements personnels concernant les Canadiens sont protégés à une époque où la nouvelle technologie informatique progresse rapidement et menace la vie privée des gens. Ces initiatives sont décrites dans Accès et renseignements personnels : les prochaines étapes, réponse du gouvernement au rapport du Comité parlementaire sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Le gouvernement a également décrit un certain nombre de grandes initiatives visant à renforcer et à améliorer l'accès du public à l'information conservée dans les institutions fédérales ainsi qu'à protéger les renseignements personnels.

Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour contrôler l'utilisation du NAS; étendre le champ d'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels aux sociétés d'État; contrôler la croissance des fichiers de renseignements conservés dans les ministères et organismes gouvernementaux; contrôler les activités de couplage et d'interconnexion de données par ordinateur effectuées par les institutions fédérales et clarifier les dispositions relatives aux renseignements personnels devant être fournis conformément aux lignes directrices au sujet des conflits d'intérêts touchant les fonctionnaires. En outre, le gouvernement fédéral travaillera en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de promouvoir auprès des secteurs public et privé la mise en oeuvre des lignes directrices de l'OCDE visant à protéger les renseignements personnels.

Le gouvernement verra à assurer aux Canadiens une plus grande facilité d'accès aux renseignements conservés dans les fichiers fédéraux en élargissant le droit d'accès en vertu des deux lois, en encourageant les fonctionnaires fédéraux à mieux accepter la philosophie de transparence sur laquelle est fondée la Loi sur l'accès à l'information et à mieux comprendre leurs obligations aux termes de la Loi sur la protection des renseignements personnels, ainsi qu'en faisant connaître au public ses droits en vertu des deux lois.

CONTRÔLE ACCRU DE L'UTILISATION DU NUMÉRO D'ASSURANCE SOCIALE

Le gouvernement a répondu aux préoccupations exprimées par tous les Canadiens au sujet de l'utilisation du numéro d'assurance sociale.

À l'origine, le NAS devait servir aux fins de l'assurance-chômage et du Régime de pensions du Canada. Aujourd'hui, il est exigé aux fins de l'impôt sur le revenu, de la sécurité de la vieillesse, des allocations familiales, de la taxe d'accise, des prêts aux étudiants et des élections fédérales. Il est aussi beaucoup utilisé dans d'autres domaines du secteur public ainsi que dans le secteur privé.

Le gouvernement fédéral reconnaît la validité de certaines préoccupations des Canadiens concernant l'utilisation éventuelle du NAS comme numéro d'identification universel et prendra donc les mesures suivantes:

- . exiger que tous les ministères et organismes fédéraux fassent approuver par le Conseil du Trésor toutes les utilisations actuelles du NAS qui ne sont pas autorisées par des lois ou règlements;
- . interdire la collecte et l'utilisation du NAS par des ministères ou organismes fédéraux à des fins administratives nouvelles, sauf dans les cas autorisés par la loi;
- . indiquer clairement aux Canadiens les utilisations du NAS qui sont exigées par des lois ou règlements fédéraux;
- . dans chaque cas précis, dire aux gens pourquoi on leur demande de fournir leur NAS et leur préciser si la collecte du NAS est ou non exigée par la loi;
- . prévoir qu'il ne peut être refusé un droit, un avantage ou un privilège et qu'il ne peut être imposé une peine à une personne qui refuse de fournir son NAS à une institution fédérale, à moins que la communication du NAS ne soit exigée par la loi.

Le gouvernement veillera à la mise en place de mécanismes de contrôle semblables dans les secteurs public et privé.

EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Étant donné l'importance fondamentale de la Loi sur la protection des renseignements personnels, son champ d'application sera étendu aux sociétés d'État et à leurs filiales en propriété exclusive, comme dans le cas de la Loi sur les langues officielles et de la Loi canadienne sur les droits de la personne.

PROTECTION DES DÉCLARATIONS RELATIVES AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS TOUCHANT LES FONCTIONNAIRES

À l'heure actuelle, le gouvernement affirme que les déclarations relatives aux conflits d'intérêts touchant les fonctionnaires

fédéraux sont protégées en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Cependant, des modifications seront apportées à la Loi afin que ces précisions y soient incluses.

ÉLARGISSEMENT DU DROIT D'ACCÈS

Le gouvernement élargira le droit d'accès en vertu des deux lois afin qu'il s'applique à toutes les personnes au Canada. De plus, le droit d'accès en vertu de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquera aussi dorénavant aux entités telles que les sociétés et les associations au Canada.

MEILLEURE INFORMATION DU PUBLIC AU SUJET DE SES DROITS

Les Canadiens ne peuvent pas exercer leurs droits en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur l'accès à l'information s'ils ne les connaissent pas. Le gouvernement lancera des campagnes de sensibilisation afin de faire mieux connaître ces deux lois au public.

On renseignera les Canadiens sur toutes les façons possibles d'obtenir des renseignements de l'administration fédérale et on leur fera savoir que la Loi sur l'accès à l'information ne doit être utilisée qu'en dernier ressort. La sensibilisation du public sera ajoutée aux mandats du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée.

DIVULGATION D'INTÉRÊT PUBLIC

Il deviendra plus facile pour les Canadiens d'obtenir les résultats des essais de produits et des essais d'environnement effectués par le gouvernement à l'égard de ses propres activités.

Les secrets industriels, tout comme les autres renseignements de nature commerciale, pourront être divulgués au besoin pour des raisons d'intérêt public concernant la santé et la sécurité publiques ainsi que la protection de l'environnement.

Les tiers qui iront devant les tribunaux afin que soit renversée une décision du gouvernement de divulguer des renseignements de nature commerciale devront démontrer au tribunal pourquoi ces renseignements ne devraient pas être divulgués.

PAS DE FORMULAIRES, PAS DE FRAIS DE DEMANDE, NOUVELLES LISTES

Le gouvernement continuera de communiquer gratuitement les renseignements demandés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. En conséquence, il éliminera de la Loi la disposition qui traite des frais. De plus, les frais de demande de 5 \$ qui doivent accompagner toute demande présentée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information seront abolis. Le gouvernement a également éliminé le besoin d'utiliser des formulaires réglementaires pour présenter une demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

En vertu de cette loi, les frais de photocopie et d'autres services de reproduction seront calculés en fonction des taux du marché; les critères d'exemption de frais seront influencés par des facteurs tels que les retombées éventuelles sur la santé et la sécurité publiques, ou sur la protection de l'environnement.

Un répertoire des sources d'information gouvernementale de même qu'un répertoire des banques de renseignements personnels seront automatisés afin de les rendre plus accessibles. Une liste des dossiers qui ont été rendus publics à la suite de demandes d'accès à l'information sera disponible.

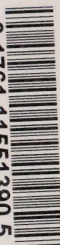
COMPRÉHENSION ET RÉCEPTIVITÉ DES FONCTIONNAIRES

Le gouvernement mettra sur pied un programme d'information à l'intention des fonctionnaires afin de les rendre plus conscients de leurs responsabilités en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et afin de leur inculquer l'idée de transparence sur laquelle est fondée la Loi sur l'accès à l'information.

D'autres programmes de formation seront offerts aux coordonnateurs de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels afin qu'ils puissent mieux exercer leurs fonctions et aider le plus possible les demandeurs. D'autres mesures de soutien seront prises en vue d'aider les coordonnateurs et leur personnel à donner des conseils, à justifier des décisions et à avoir directement accès à la haute direction de façon à assurer le traitement rapide et efficace des demandes.

Le gouvernement surveillera l'impact de tous les changements pour s'assurer qu'ils permettent de satisfaire aux besoins en information et aux exigences en matière de protection des renseignements personnels.

3 1761 11551390 5



DUO TANG
50125
MADE IN U.S.A.